

SÉCURITÉ ET DEMANDE D'ORDRE : UN PROGRAMME POUR 2022 ?

Antoine Bristielle

10/12/2020

Si pendant de nombreux mois l'épidémie de la Covid-19 et ses conséquences tant économiques que sanitaires ont éclipsé les autres sujets d'actualité, la période récente voit un retour en force de la question sécuritaire – et ce avant même la dernière vague d'attentats terroristes cet automne – et le gouvernement a fait le choix d'un durcissement de sa position en la matière. Dans quelle mesure cela correspond-il à une demande d'ordre et d'autorité de la part des citoyens ? Antoine Bristielle, chercheur en science politique, analyse ce qui pourrait faire basculer l'élection de 2022.

Indéniablement, depuis l'été dernier, le gouvernement a fait le choix d'un durcissement de sa position sur la question sécuritaire, en raison notamment d'une succession de faits survenus entre début juillet et fin août 2020 : le 5 juillet, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), un chauffeur de 59 ans a été frappé mortellement après avoir demandé à quatre hommes de quitter son bus ; à Lyon, le 21 juillet, une aide-soignante de 23 ans succombe à ses blessures après avoir été traînée au sol sur 800 mètres par une voiture, à la suite d'une banale altercation ; le 4 août, à Soisy-sous-Montmorency (Val-d'Oise), un père de famille est passé à tabac dans une laverie alors qu'il demandait à d'autres clients de porter un masque ; à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), une infirmière est frappée, le 11 août, pour avoir, elle aussi, réclamé le port du masque à deux jeunes gens présents dans son bus ; le 20 août à Nantes, un pédo-criminel récidiviste avoue avoir violé et tué une adolescente de 15 ans ; fin août à Grenoble, deux vidéos diffusées sur les réseaux sociaux mettent en scène des dealers du quartier Mistral de Grenoble puissamment armés avec des fusils de guerre et exposant leur drogue en sachets sur un point de *deal*.

Le changement de braquet du gouvernement s'est d'abord matérialisé par les déclarations du ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, qui a appelé à « stopper l'ensauvagement d'une partie de la société ». Cette thématique de « l'ensauvagement » a suscité de vives controverses au sein de la société et de la classe politique. Certaines personnalités de premier plan de La République en marche n'ont pas hésité à réutiliser ce terme quand d'autres figures de la majorité se montraient plus réservées. Ce changement de braquet s'est manifesté ensuite dans les actes avec le vote de la

« loi sur la sécurité globale ». Si la gauche juge l'ensemble du texte liberticide – Jean-Luc Mélenchon parle même d'un « régime autoritaire de surveillance généralisée » –, c'est en particulier l'article 24 du texte qui suscite le plus de controverses.

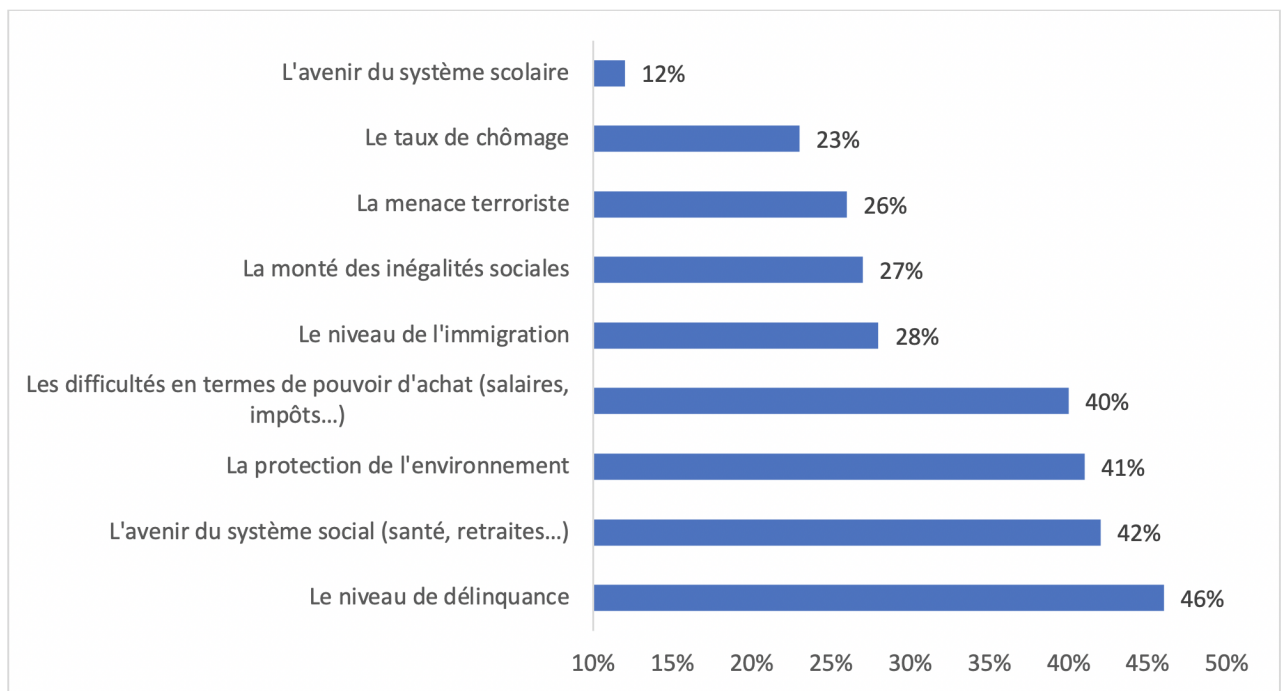
Dès lors, comment analyser l'impact de ces prises de position de la part du gouvernement dans l'opinion ? Ce durcissement sur la question sécuritaire correspond-il à une plus grande demande d'ordre des Français sur cette question ? Est-ce une bonne stratégie ?

La demande d'ordre : décryptage

Il est frappant de constater à quel point la demande d'ordre au sein de la société française a augmenté en l'espace d'un an. Dans la dernière vague de l'enquête « Fractures françaises » réalisée début septembre 2020, 82% des Français estiment que l'on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre dans le pays (+3 par rapport à août 2019), 88% que l'autorité est une valeur trop critiquée (+ 5 par rapport à août 2019) et 55% qu'il faudrait rétablir la peine de mort en France (+ 11 par rapport à août 2019).

De même, en termes d'enjeux jugés prioritaires pour les Français, la lutte contre la délinquance arrive en premier dans le dernier baromètre « Fractures françaises » (graphique 1). Cet enjeu arrive également dans le haut du classement, en seconde position dans le dernier **baromètre** de l'Ifop – pourtant réalisé avant la période d'attentats – alors qu'il n'était qu'en neuvième position l'an dernier.

Graphique 1. Les enjeux qui préoccupent le plus les Français (trois enjeux cités) selon le baromètre « Fractures françaises »



Il y a néanmoins un autre élément à prendre en compte pour expliquer la place prise par ces thématiques dans le débat public. En effet, c'est la mise en scène à la fois politique et médiatique d'un enjeu, devenu plus saillant, qui le rend en retour particulièrement important aux yeux de la population. Cet effet de mise à l'agenda, bien connu et maintes fois documenté dans la recherche en science politique est dans notre cas une nouvelle fois à l'œuvre.

En choisissant de mettre l'accent sur la thématique sécuritaire, à travers la rhétorique de l'« ensauvagement », le gouvernement a contribué à mettre la question de l'insécurité au centre des préoccupations des Français. Cette action gouvernementale a, par ailleurs, été largement renforcée par la « foxisation » de l'information propre à certaines chaînes de télévision, toujours prêtes, dans une logique d'audimat et de *buzz* permanent, à insister sur ce type de thématiques qui reposent sur des logiques identitaires où la polarisation est plus facile à créer qu'à travers les questions économiques et sociales.

Parler à une base électorale droitisée ?

Comment comprendre cette stratégie ? Nous pouvons faire l'hypothèse qu'il s'agit de parler à une base électorale de plus en plus marquée à droite. L'ambition initiale d'Emmanuel Macron a été d'opérer la jonction du centre gauche et du centre droit. Pour preuve, dans les premiers mois de son quinquennat, sa **cote de popularité** était assez équilibrée entre l'électorat socialiste (taux de satisfaction de 41%) et l'électorat LR (47% de satisfaits). Désormais, la donne est largement

différente. Comme le montrent les dernières enquêtes d'opinion, la cote de popularité d'Emmanuel Macron et de son chef de gouvernement est bien supérieure à droite qu'elle ne l'est à gauche. Preuve s'il en est, le **taux de satisfaction** dans l'action du président de la République est de 20 points supérieur chez les électeurs de François Fillon que chez ceux de Benoît Hamon. Mieux, la satisfaction de l'action présidentielle est plus importante chez les électeurs de Nicolas Dupont-Aignan, pourtant allié à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, que chez les électeurs de Benoît Hamon.

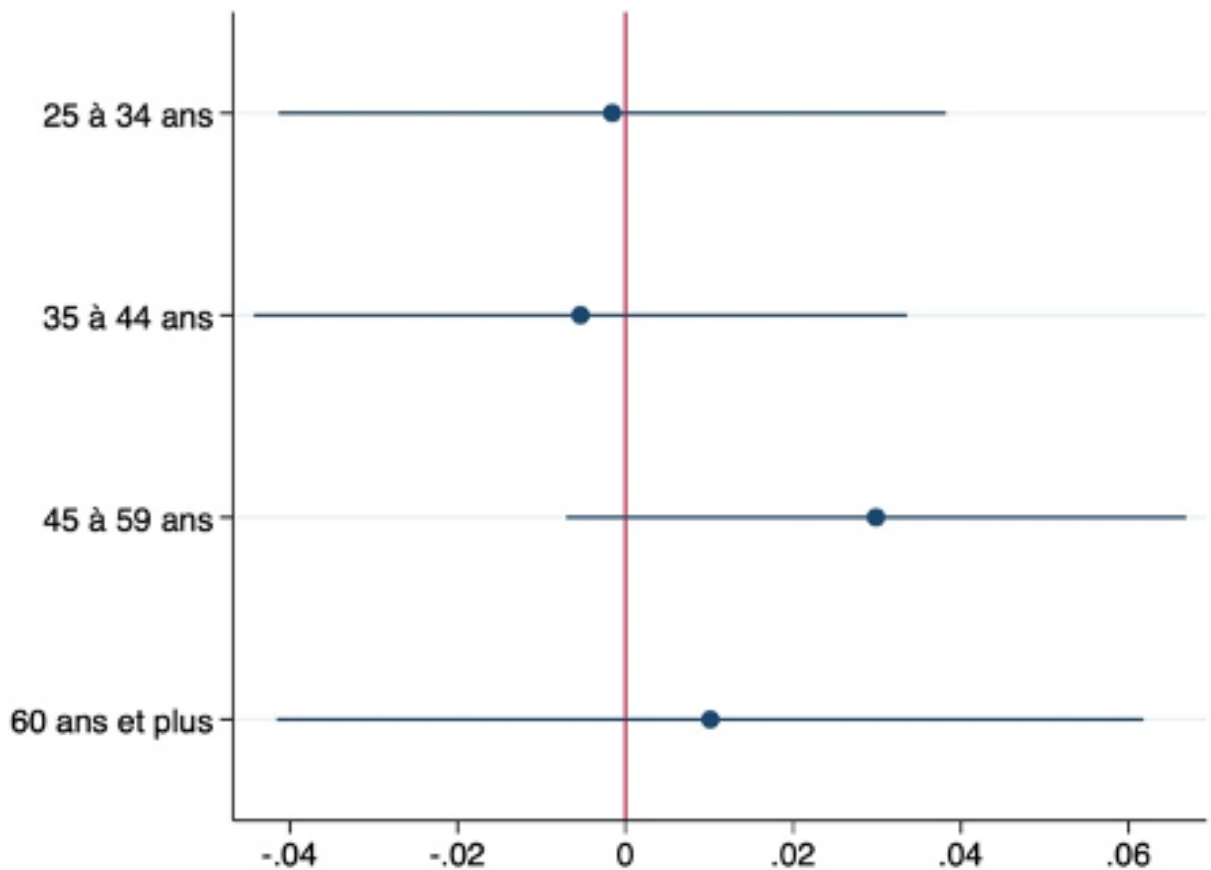
Dans ces conditions, il convient de donner des gages aux électeurs venus de la droite et qui sont devenus une partie importante de l'électeur potentiel pour l'élection présidentielle de 2022. Or, comme le montre une littérature abondante aussi bien en science politique qu'en psychologie politique et sociale, la croyance dans l'autorité, dans l'ordre et dans les vertus des punitions dures mais justes est un des traits qui rassemblent le plus les différentes tendances de droite. Si, à l'origine, l'autoritarisme était, avec le populisme (la croyance en une opposition entre un peuple considéré comme vertueux et des élites corrompues) et le nativisme (l'opposition à toute forme d'immigration et d'influence culturelle étrangère), une caractéristique uniquement d'extrême droite, une jonction s'est peu à peu opérée entre la droite et l'extrême droite sur la dimension autoritaire. Selon cette croyance, sans ordre social « hérité de ses ancêtres et perpétué par les comportements vertueux des citoyens », la société irait à sa perte.

Pour confirmer cette hypothèse d'une proximité des différents électors de droite sur la question autoritaire, nous construisons, à partir des données de l'enquête « Fractures françaises », une échelle qui rassemble ces différentes dimensions de l'autoritarisme : la croyance en l'autorité comme « valeur trop critiquée », l'espoir d'un « vrai chef » à la tête de la France pour « remettre de l'ordre » et l'adhésion au principe d'une punition dure mais juste, soit en l'occurrence la peine de mort. Les indicateurs psychométriques couramment utilisés pour s'assurer de la consistance d'une échelle de mesure montrent que les attitudes autoritaires forment une échelle robuste. L'homogénéité des réponses est ainsi vérifiée par un indicateur classique, l'*alpha* de Cronbach (.61), qui atteint une valeur assez satisfaisante pour construire une échelle afin de capturer un *continuum* d'autoritarisme permettant de classer les individus suivant leur propension à l'autoritarisme.

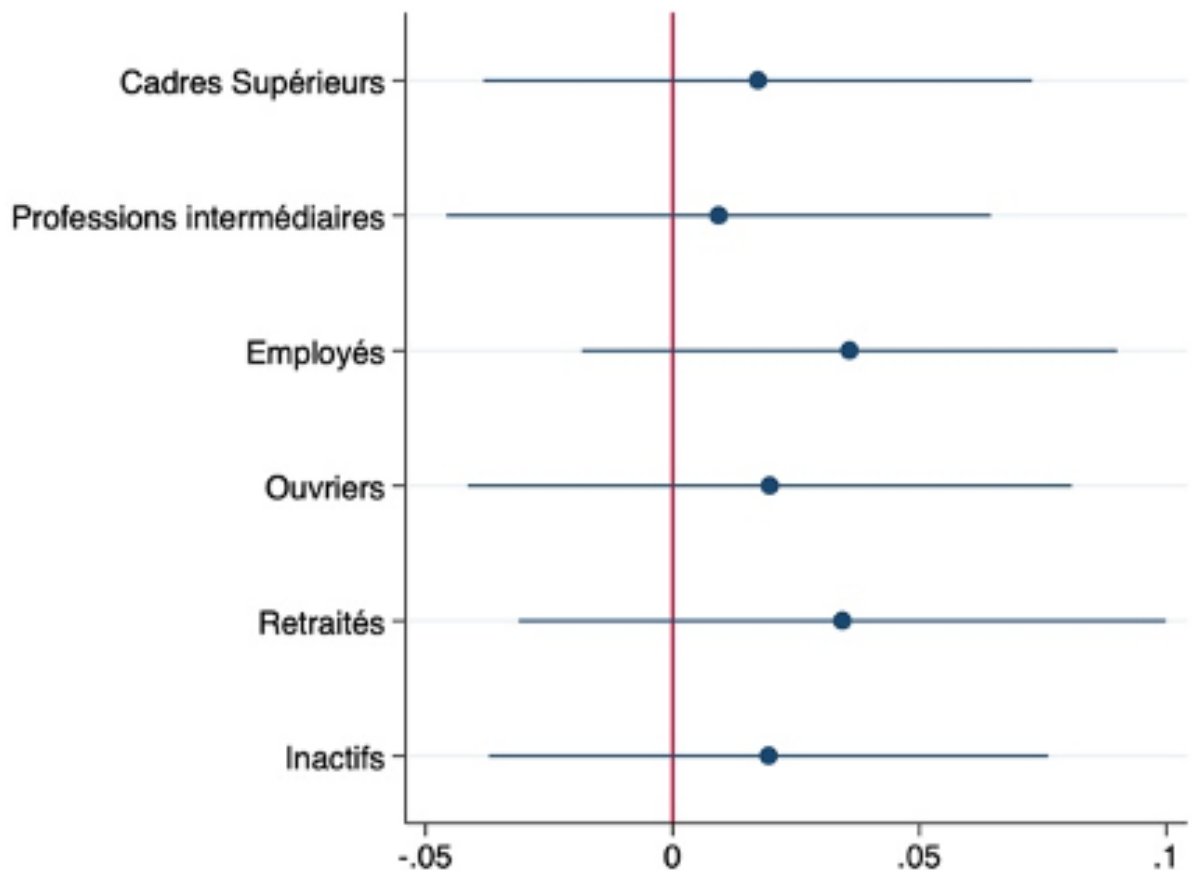
Ensuite, nous modélisons les attitudes autoritaires pour mieux identifier les facteurs explicatifs de positionnements autoritaires. L'objectif est ici d'utiliser une méthode statistique qui permet de mieux saisir, toutes choses égales par ailleurs, les facteurs explicatifs des positions autoritaires. Pour ce faire, nous effectuons une régression linéaire de l'échelle d'autoritarisme. Cette méthode permet d'avoir un raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » : par exemple, à âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme similaires, le vote à la présidentielle entraîne-

t-il des différences d'attitudes autoritaires ? C'est à ce type de questions que nous sommes en mesure de répondre.

Graphiques 2 et 3. Effets propres de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle sur le positionnement autoritaire



Lecture du graphique 2 : La modalité de référence est la catégorie des 18-24 ans symbolisée par la barre verticale au point d'abscisse 0. Les barres horizontales de chaque catégorie d'âge qui symbolisent les marges d'erreur recourent la barre verticale. Il n'existe donc pas de différence significative d'autoritarisme entre les différentes catégories d'âge.

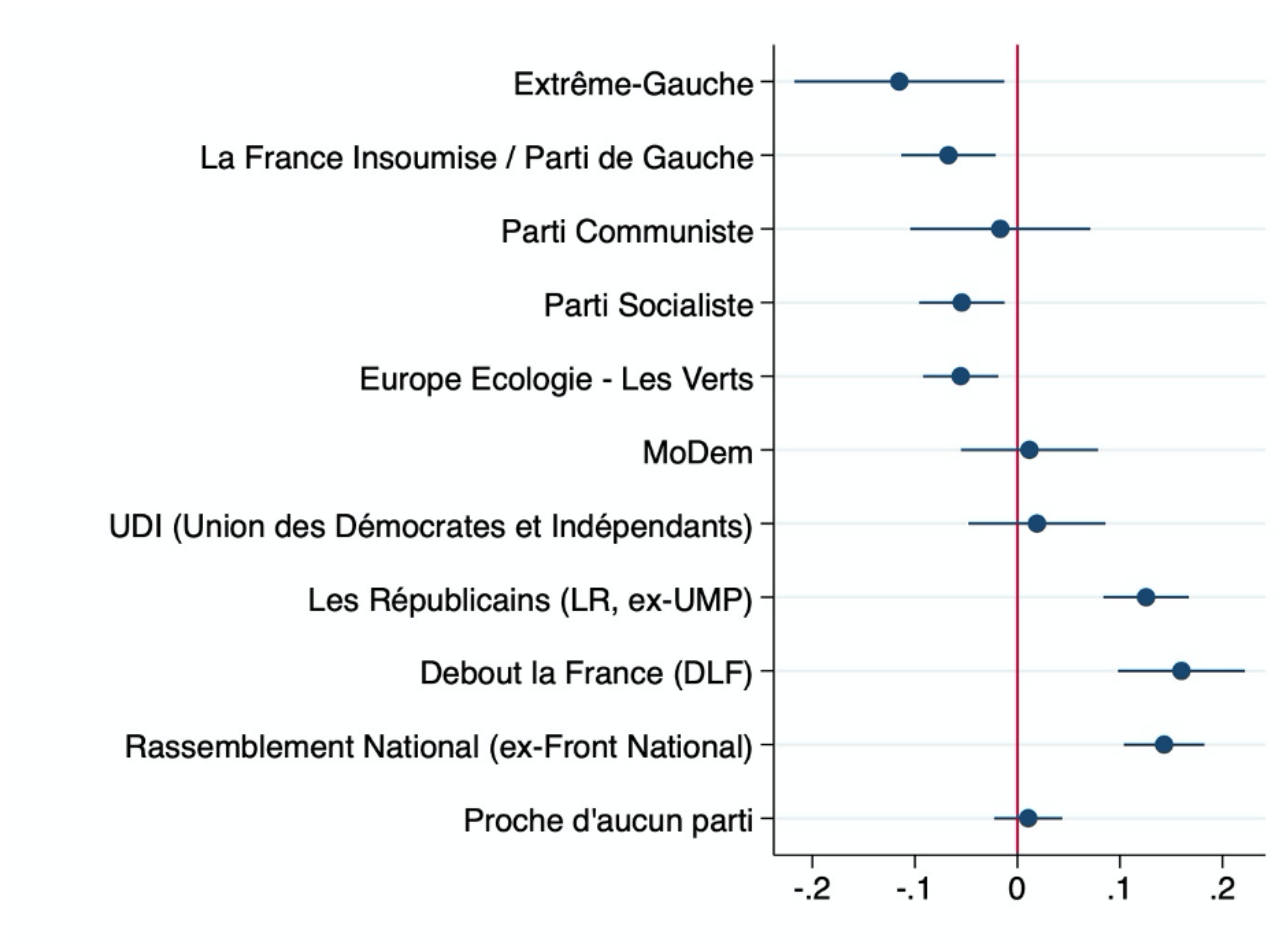


Lecture du graphique 3 : La lecture est similaire au graphique 2 avec les professions indépendantes comme modalité de référence.

Toutes choses égales par ailleurs, ni l'âge, ni le genre, ni la catégorie socioprofessionnelle ne sont des facteurs explicatifs du degré d'autoritarisme. Ou, pour le dire autrement, l'adhésion aux valeurs autoritaires est élevée dans l'ensemble des générations et dans l'ensemble des catégories socioprofessionnelles. Au niveau générationnel, ces résultats peuvent paraître étonnants tant il a été maintes fois démontré que plus les générations étaient récentes, plus elles étaient libérales en termes culturels et permissives sur le libéralisme des mœurs. Il n'en demeure pas moins que cela peut se combiner à une demande d'ordre assez importante.

Comme attendu, le niveau de diplôme est fortement prédictif du degré d'autoritarisme : plus les individus sont titulaires d'un haut niveau de diplôme, moins ils endosseront des positions autoritaires. Mais l'un des facteurs explicatifs principaux du positionnement autoritaire reste la proximité partisane des individus.

Graphique 4. Effets propres de la proximité partisane sur le degré d'autoritarisme



Lecture : Les proches des Républicains font preuve d'un degré d'autoritarisme supérieur aux proches de La République en marche (modalité de référence).

Comme le montre le graphique 4, toutes choses égales par ailleurs, les proches des Républicains, de Debout la France et du Rassemblement national présentent un niveau d'autoritarisme bien plus élevé que ceux qui déclarent être proches d'autres partis. Mais, plus encore, ces données nous montrent clairement à quel point les niveaux d'autoritarisme sont, au sein de ces formations, relativement similaires. Il y a donc bien convergence des électorats de droite sur l'autoritarisme.

Jouer sur l'autoritarisme, une bonne stratégie ?

Pourtant, la mise en avant de la thématique sécuritaire pourrait avoir un effet boomerang tant pour le parti présidentiel que pour l'ensemble de la démocratie française.

D'une part, comme la recherche l'a maintes fois montré, avec le mécanisme « d'amorçage », les

citoyens déterminent leur vote en fonction de la crédibilité qu'ils accordent aux différents représentants politiques sur l'enjeu de politique publique le plus important à leurs yeux. Si l'enjeu économique est considéré comme le plus important, les citoyens font leur choix en fonction de la crédibilité des différents candidats sur les questions économiques, si l'enjeu environnemental est jugé le plus déterminant, c'est en fonction de la crédibilité accordée aux différents candidats sur cette question environnementale que le choix électoral se fera, et ainsi de suite.

Si la thématique sécuritaire est donc jugée la plus importante aux yeux des Français au moment de la prochaine élection présidentielle, il y a alors toutes les raisons de penser que la crédibilité accordée aux différents candidats sur cette dimension sera un déterminant essentiel dans le choix électoral. Il est vrai qu'avec son discours et ses actions, le gouvernement donne des gages sur cette question – d'ailleurs, les parlementaires LR et RN n'ont-ils pas voté en faveur de la « loi de sécurité globale » ? Mais, le risque est grand que sur la question de l'autorité et de la sécurité les électeurs ne choisissent l'original à la copie, en votant pour un des partis de droite, jugés structurellement toujours plus compétents sur les questions de sécurité que les partis centristes.

2022, le retour du général ?

Mais si l'on déplace la focale vers la droite de l'échiquier politique, le graphique 4 nous montre à quel point l'autoritarisme constitue un point de convergence fondamental des différents électorats de la droite. Si l'autoritarisme constituait le cœur de l'idéologie des partis populistes de droite radicale, les partis de droite classique se trouvent, eux aussi, largement sur ce terrain. Il s'agit d'une donnée importante dans la mesure où ces électorats diffèrent par ailleurs largement sur leurs positions économiques, par exemple.

Dans les faits, on observe depuis 2017 – et même avant – de larges convergences positionnelles entre Les Républicains, le Rassemblement national et, entre ces deux pôles, Debout la France. Au niveau des partis, le recentrage du RN sur le plan économique – suite au départ de Florian Philippot et de la ligne « sociale » qu'il défendait – l'a rapproché de l'espace occupé par Les Républicains. Quant au parti souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan qui puise régulièrement dans l'imaginaire de la tradition gaulliste, il s'est très largement droitisé sur les enjeux liés à l'immigration tout en adoptant un discours plus populiste.

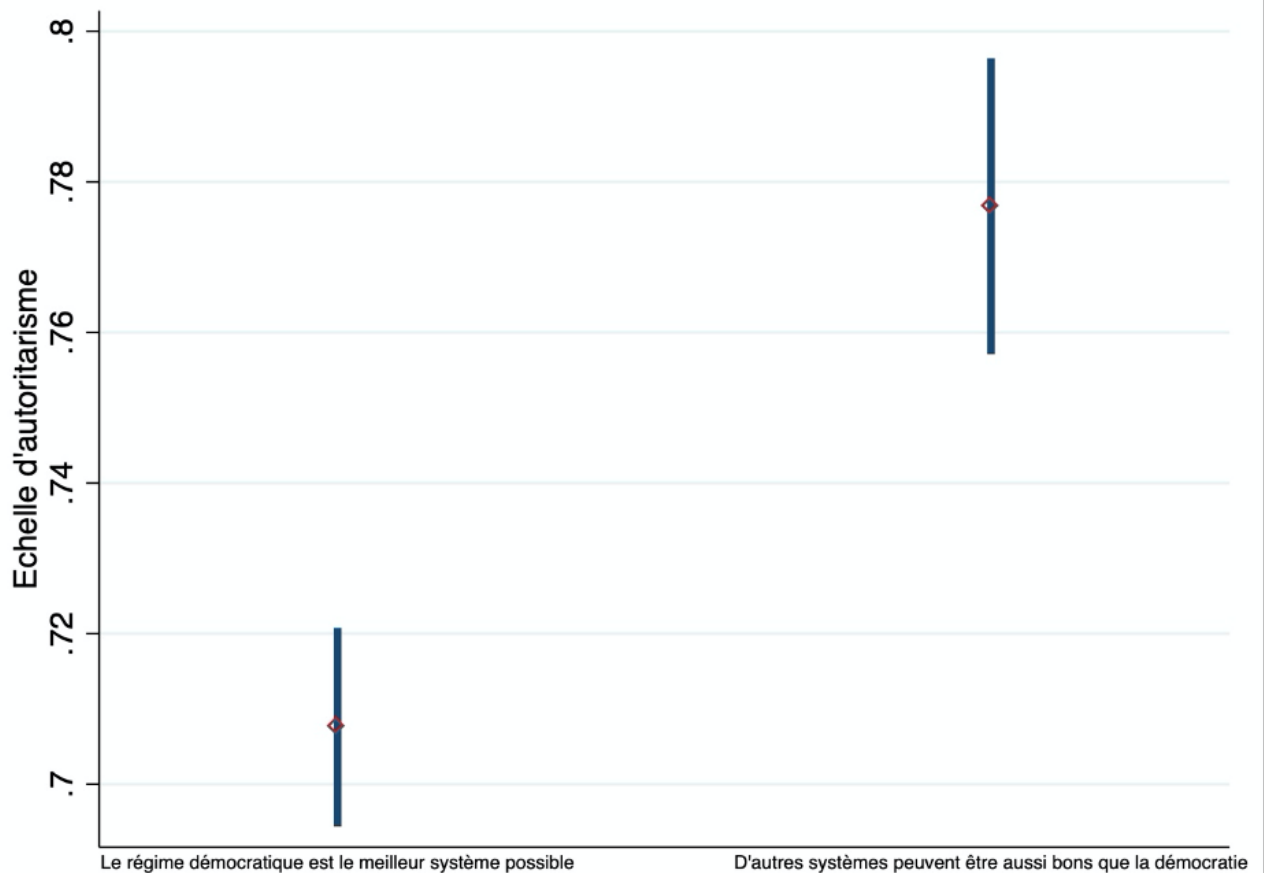
Néanmoins, une union des différents partis de droite semble, à l'heure actuelle, largement utopique. Mais cette convergence sur la question de l'autorité pourrait à terme servir les intérêts d'un acteur dont on soupçonne les ambitions politiques : le général Pierre de Villiers. Comme un récent [sondage](#) de l'Ifop a pu le montrer, et avec toutes les précautions qu'il est nécessaire de

prendre dans l'interprétation de telles enquêtes d'opinion où un grand nombre de personnes interrogées ne se positionnent pas, le général bénéficie d'une popularité importante auprès des électeurs des Républicains et du Rassemblement national. 41% des électeurs de François Fillon en 2017 et 29% des électeurs de Marine Le Pen seraient prêts à voter pour lui lors des prochaines présidentielles s'il venait à se présenter.

Bien sûr, à l'heure actuelle, ce discours ressemble fortement à de la politique-fiction, mais tout cela nous dit néanmoins quelque chose de fondamental : il existe, dans cet espace, des droites en fusion, une convergence autour d'une demande d'autorité aussi bien chez Les Républicains qu'au sein de Debout la France ou du Rassemblement national. L'attrait pour l'autoritarisme est une des caractéristiques majeures qui rassemblent ces trois électorats, parfois opposés sur la question du rapport à l'Europe ou celles relatives aux enjeux économiques et sociaux. Or, de par sa stature de militaire mue par l'honneur, son positionnement et son discours, le général Pierre de Villiers incarne cet autoritarisme, d'autant qu'il ne se rattache à aucun parti politique. Rappelons quand même à titre d'exemple que le général Pierre de Villiers n'hésite pas à **parler** à la fois d'une « crise de l'autorité », d'une « envie de chef » dans le pays et d'un besoin « d'obéissance ». Rappelons également que ses deux premiers livres (*Servir* en 2017 et *Qu'est-ce qu'un chef ?* en 2018) se sont écoulés à 170 000 exemplaires.

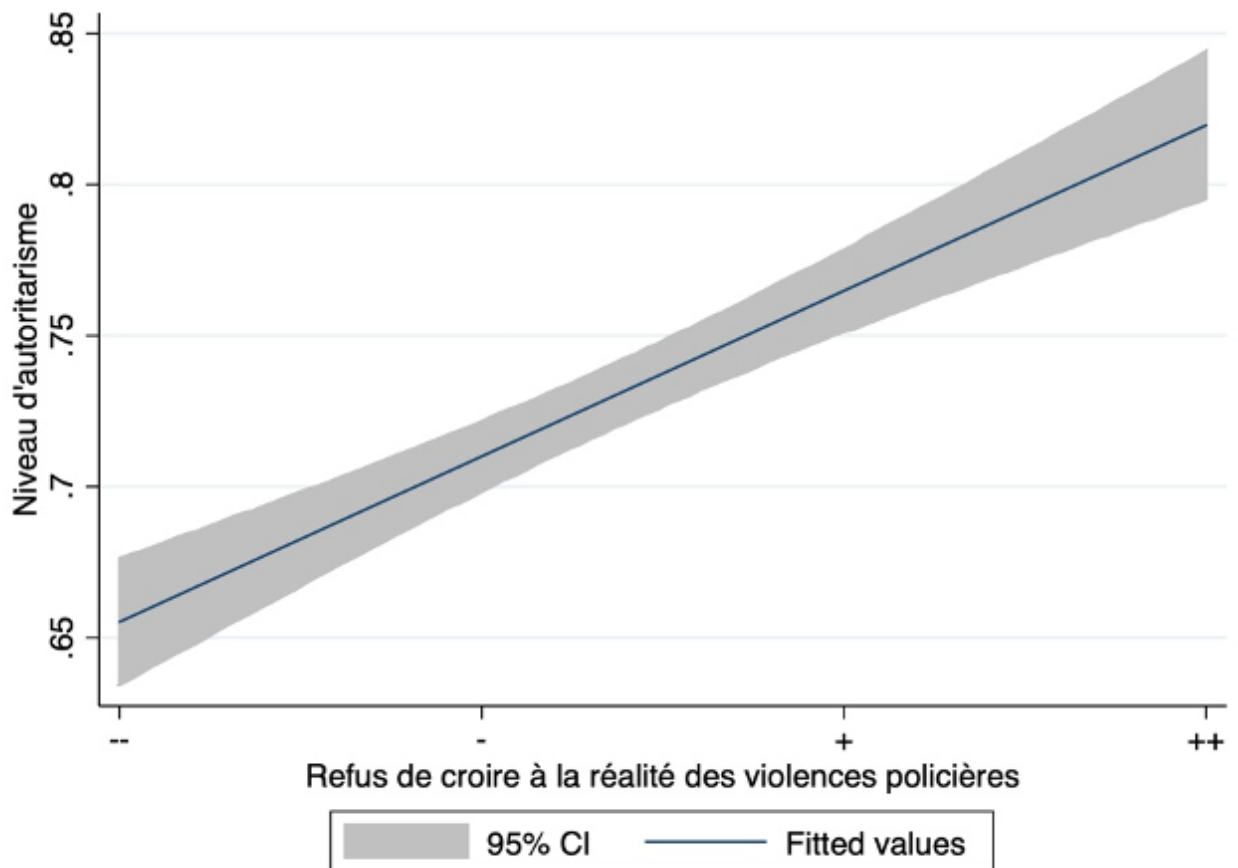
Évidemment, si elle devait se situer en dehors du périmètre des partis installés, la candidature du général de Villiers serait confrontée à des difficultés particulièrement importantes, notamment sur le plan logistique et financier. Sans parler de la dynamique intrinsèque de toute campagne électorale, qui suppose aussi une capacité à pouvoir communiquer à un large public ses idées, et donc à dépasser les citoyens les plus convaincus et informés. Toutefois, à l'âge où ce ne sont plus les partis qui désignent les candidats à l'élection présidentielle mais les candidats qui fondent ou refondent des partis pour soutenir leur candidature, l'expérience fructueuse d'Emmanuel Macron en 2017 crée un précédent qui pourrait conduire certains à reproduire ce type d'aventure, et ce d'autant plus dans une France déclarant à 90% ne pas faire confiance aux partis politiques.

Graphique 5. Niveau d'autoritarisme en fonction de sa position concernant le système démocratique (les barres bleues symbolisent les marges d'erreur)



Mais, plus fondamentalement encore que tous ces jeux électoraux, cette montée des attitudes autoritaires a de quoi inquiéter dans la période actuelle. Comme le montre le graphique 5, le niveau des attitudes autoritaires est bien plus important chez le tiers de Français déclarant que « d'autres systèmes peuvent être aussi bons que la démocratie » (.77) que le reste des Français pour qui le système démocratique est irremplaçable (.70). Il existe donc un vrai danger de continuer à encourager les discours qui augmentent le niveau d'autoritarisme et rendent saillantes les questions liées, car cela mine la confiance dans les institutions démocratiques.

Graphique 6. Corrélation entre le niveau d'autoritarisme et le refus de croire en la réalité des violences policières



Plus encore, comme le montre le graphique 6, on assiste à une réelle corrélation entre le niveau d'autoritarisme et le refus de croire en la réalité des violences policières. Ceux qui présentent les niveaux d'autoritarisme les plus élevés seront également ceux qui auront le plus de mal à reconnaître la réalité des violences policières. Dans la période actuelle, marquée à la fois par des hauts niveaux d'autoritarisme et par la mise en lumière de violences policières, cela prend encore plus de sens. Entre attitudes autoritaires et recul de la démocratie, il n'y a bien souvent qu'un pas.

Annexe. Modèle de régression explicatif de l'adhésion à l'autoritarisme

	(1)
VARIABLES	Échelle d'autoritarisme
Proximité partisane (ref. <i>La République en marche</i>)	

Extrême gauche	(0.160)
	-0.115**
La France insoumise / Parti de gauche	(0.0522)
	-0.0673***
Parti communiste	(0.0235)
	-0.0167
Parti socialiste	(0.0448)
	-0.0543**
Europe Écologie-Les Verts	(0.0212)
	-0.0553***
MoDem	(0.0187)
	0.0118
UDI (Union des démocrates et indépendants)	(0.0341)
	0.0191
Les Républicains (LR, ex-UMP)	(0.0341)
	0.126***
Debout la France (DLF)	(0.0212)
	0.160***

Rassemblement national (ex-Front national)	(0.0315)
	0.143***
	(0.0201)
Proche d'aucun parti	0.0106
	(0.0169)
Sexe : Femme (<i>ref. Homme</i>)	0.00322
	(0.0105)
Âge : 25-34 ans (<i>ref. 18-24 ans</i>)	-0.00156
	(0.0203)
Âge : 35-44 ans	-0.00536
	(0.0199)
Âge : 45-59 ans	0.0299
	(0.0188)
Âge : 60 ans et plus	0.0101
	(0.0263)
<i>Professions et catégories socioprofessionnelles (ref. professions indépendantes)</i>	
Agriculteurs exploitants	-0.147

	(0.115)
Cadres supérieurs	0.0173
	(0.0283)
Professions intermédiaires	0.00932
	(0.0281)
Employés	0.0358
	(0.0276)
Ouvriers	0.0197
	(0.0312)
Retraités	0.0344
	(0.0334)
Inactifs	0.0194
	(0.0288)
Échelle de diplôme	-0.0354***
	(0.00480)
Constante	0.846***
	(0.0400)
Observations	1,029

R-squared	0.256

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1